

Artikel 21. In Afwijking van Artikel 20 und unbeschadet der Bestimmungen der Artikel 6 und 7 des vorliegenden Erlasses können diejenigen, die am 1. Juli 1989 nachweisen, daß sie einen Jagdschein A oder einen Jagdschein B besitzen, den sie während einer der folgenden Jagdsaisons erhalten haben : 1986-1987, 1987-1988, 1988-1989, den Jagdschein C ohne vorherige Prüfung erhalten, sofern sie seit dem Erhalt eines der beiden erstgenannten Scheine nicht wegen einer Übertretung des Gesetzes über das Jagdwesen verurteilt worden sind.

Diese abweichende Bestimmung tritt am 1. Juli 1992 außer Kraft. »

Art. 2. Der Erlaß der Exekutive vom 10. Juli 1986, durch den der Besitz des Jagdscheines C in der Wallonischen Region obligatorisch wird, wird aufgehoben.

Namür, den 7. Juli 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur, der Industriezonen und der Beschäftigung,

E. HISMANS

—  
VERTALING

—  
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 89 — 1653.

7 JULI 1989. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 februari 1977 betreffende de afgifte van jachtverloven en jachtvergunningen

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op artikel 14, 4e lid;  
Gelet op het koninklijk besluit van 28 februari 1977 betreffende de afgifte van jachtverloven en jachtvergunningen, inzonderheid op artikel 4, punt 2<sup>o</sup>, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 april 1980;  
Gelet op het advies van de Waalse Hoge Jachtraad;  
Gelet op het advies van de Raad van State;  
Op de voordracht van de Minister van Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

Besluit :

Artikel 1. Het koninklijk besluit van 28 februari 1977 betreffende de afgifte van jachtverloven en jachtvergunningen wordt aangevuld door een als volgt luidend hoofdstuk VI :

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen eigen aan het Waalse Gewest*

Artikel 19. De jacht kan enkel beoefend worden door de houders van een jachtverlof C.

Artikel 20. Het in artikel 19 bedoelde jachtverlof C wordt afgegeven na het slagen van één enkele proef die de jachtexamens A en B combineert en « jachtexamen » genoemd wordt.

Nochtans, kunnen het jachtverlof C verkrijgen zonder dit examen af te leggen degene die tegelijk houder zijn van een regelmatig en voor het jachtexamen A geldig getuigschrift en van een regelmatig en voor het jachtexamen B geldig getuigschrift.

Artikel 21. In afwijking van artikel 20 en onverminderd de bepalingen van de artikelen 6 en 7 van dit besluit kunnen het jachtverlof C verkrijgen zonder het examen af te leggen degene die op 1 juli 1989 het houden van een jachtverlof A of van een jachtverlof B kunnen rechtvaardigen dat bekomen werd tijdens een van de volgende jachtseizoenen : 1986-1987, 1987-1988, 1988-1989, voor zover zij niet veroordeeld werden wegens een inbreuk op de jachtwet sinds het verkrijgen van dit laatste verlof.

Deze afwijkende bepaling heeft geen uitwerking meer op 1 juli 1992. »

Art. 2. Het besluit van de Executieve van 10 juli 1986 waarbij het houden van het jachtverlof C in het Waalse Gewest wordt verbindend gemaakt, wordt opgeheven.

Namen, 7 juli 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Economie, de K.M.O.'s en het Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

E. HISMANS

F. 89 — 1654

7 JUILLET 1989. — Arrêté de l'Exécutif organisant l'examen de chasse en Région wallonne

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment l'article 14, alinéa 4;

Vu l'arrêté royal du 28 février 1977 relatif à la délivrance de permis de chasse et de licences de chasse, notamment les articles 19 à 21, insérés par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 juillet 1989;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse;  
Vu l'avis du Conseil d'Etat;  
Sur la proposition du Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels et de l'Emploi,

Arrête :

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

le Ministre : le Ministre ayant la chasse dans ses attributions;

l'Administration compétente : le service du Ministère de la Région wallonne chargé de l'organisation de l'examen de chasse.

**Art. 2. § 1er.** La matière de l'examen de chasse est composée de trois branches définies comme suit et comportant chacune vingt questions.

Branche I : connaissance de la réglementation sur la chasse et la conservation de la nature;

Branche II : connaissance du gibier, des animaux sauvages et des chiens de chasse;

Branche III : connaissance et manipulation des armes de chasse.

Le programme de l'examen par branche est repris à l'annexe I, du présent arrêté.

§ 2. Chaque branche peut comporter une partie théorique et une partie portant sur des diapositives ou des photos. La branche II comprend nécessairement au moins dix diapositives ou photos.

§ 3. L'administration compétente établit chaque année et détient seule, à l'exclusion de toute autre autorité, la liste des questions. Elle procède seule à la sélection des diapositives et des photos à soumettre aux candidats.

**Art. 3.** L'examen de chasse est organisé exclusivement en langue française et en langue allemande, sans recours à la traduction simultanée.

Le candidat doit être en mesure de prendre connaissance des questions posées par ses propres moyens sans l'aide d'une personne qui l'accompagnerait.

**Art. 4.** Pour pouvoir participer à l'examen de chasse, il faut avoir au moins seize ans à la date de l'examen.

**Art. 5.** La date de l'examen de chasse est portée à la connaissance du public par un avis inséré au *Moniteur belge* et, en outre, par tout autre moyen que l'administration compétente estime adéquat.

Sauf le cas d'annulation par le Ministre, un seul examen est organisé par année civile au cours du premier semestre.

**Art. 6.** L'inscription à l'examen est introduite par le candidat auprès de l'administration compétente, au moyen du formulaire établi selon le modèle prévu à l'annexe II du présent arrêté, dûment rempli et signé, par lettre recommandée à la poste, au moins cinquante jours-calendrier avant la date de l'examen. Le cachet de la poste détermine la date d'envoi.

Ce formulaire est disponible auprès de l'administration compétente.

Au plus tard dix jours avant de l'examen, les candidats régulièrement inscrits sont convoqués par simple lettre mentionnant les date, lieu, heure et langue de l'examen. Seuls les candidats en possession de cette convocation peuvent participer à l'examen.

**Art. 7.** Aux jour et heure fixés pour l'examen, les plis cachetés renfermant les questions sont ouverts en présence des candidats et les questions leur sont distribuées.

Dès ce moment, les candidats disposent de deux heures pour répondre aux questions posées.

Toute tentative de fraude entraîne l'exclusion immédiate du candidat et l'annulation de son examen.

**Art. 8.** Pour réussir l'examen de chasse, le candidat doit obtenir au moins la moitié des points dans chaque branche et 60 % au total.

**Art. 9.** Pour la Région wallonne, il y a deux commissions d'examen : une de langue française et une de langue allemande.

Chaque commission d'examen est composée de cinq membres désignés par le Ministre, à savoir :

— deux fonctionnaires de l'administration compétente. Un de ces fonctionnaires fait fonction de président;

— un représentant des chasseurs, choisi sur une liste de trois candidats présentés par le Conseil supérieur wallon de la chasse;

— deux experts : un expert en matière de biologie du gibier et un expert en matière de législation sur la chasse.

Pour chaque membre, le Ministre désigne un suppléant, de la même manière que celle prescrite pour la désignation des membres.

Les membres des commission ne sont pas rétribués.

Toutefois, les membres des commission d'examen qui ne font pas partie du personnel de la Région ont droit à l'indemnité pour frais de parcours et de séjour prévue pour les agents de l'Etat titulaires d'un grade des rangs 10 à 14.

Le Ministre désigne pour chaque commission un ou plusieurs secrétaires, sans voix délibérative, chargés de tous les travaux d'écriture de la commission d'examen, notamment de la rédaction des procès-verbaux des réunions.

La durée du mandat des membres et secrétaires dont question ci-dessus est de cinq ans. Le mandat est renouvelable.

**Art. 10.** La commission d'examen se réunit valablement lorsque la majorité des membres ou de leurs suppléants est présente.

La commission décide à la majorité simple des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Les différentes opérations relatives à l'examen de chasse au sein de la commission, sont réglées conformément au règlement d'ordre intérieur fixé par arrêté de l'Exécutif.

**Art. 11.** Après délibération de la commission, les candidats sont informés de leur réussite ou de leur échec.

Les notes attribuées aux candidats ne leur sont pas communiquées.

La décision de la commission est sans appel.

Les candidats qui ont réussi l'examen reçoivent un certificat signé par deux fonctionnaires de l'Administration compétente. Ce certificat mentionne que le candidat a réussi l'examen de chasse et indique l'année de l'examen.

Art. 12. L'arrêté ministériel du 2 mars 1977 organisant l'examen de chasse est abrogé pour la Région wallonne.

Namur, le 7 juillet 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de la Renovation rurale, de la Conservation de la Nature,  
des Zonings industriels et de l'Emploi,

E. HISMANS

Annexe I

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

Programme de l'examen de chasse

Matières de l'examen

Branche I : Connaissance de la réglementation sur la chasse et la conservation de la nature

Titulaire du droit de chasse

Transmission du droit de chasse

Gibiers

Conditions pour pouvoir chasser régulièrement

Superficie des terrains de chasse. Règles

Ouverture et fermeture de la chasse aux différentes espèces de gibier

Moyens et modes de chasse autorisés

Permis de chasse. Conditions de délivrance

Licences de chasse. Conditions de délivrance

Gardes-chasse. Agréation. Mission

Chasse la nuit

Destruction d'animaux considérés comme gibier :

lapin

pigeon ramier

sanglier

autres espèces de gibier

Réparation des dégâts de gibier

Transport et commerce du gibier

Oiseaux protégés

Réglementation sur la conservation de la nature en rapport avec l'exercice de la chasse.

Branche II : Connaissance du gibier, des animaux sauvages et des chiens de chasse

a) Caractéristiques extérieures, mode de vie, nourriture, caractéristiques des biotopes, amélioration du biotope, maladies, ennemis, dégâts causés par et-moyens d'y prévenir :

cerf

chevreuil

daim

meufon

sanglier

lièvre

faisan

coq de bruyère

perdrix

bécasse

caille

canard colvert

sarcelle d'été

sarcelle d'hiver

canard siffleur

pilet

souchet

fuligule morillon

fuligule milouin  
oie cendrée  
oie rieuse  
oie des moissons  
pluvier doré  
bécassine  
jaquet  
foulque macroule  
poule d'eau  
vanneau  
mouette rieuse  
goéland argenté  
pigeon ramier  
corneilles  
corbeau freux  
choucas  
geai  
pie  
lapin sauvage  
renard  
blaireau  
chat sauvage  
putois  
hermine  
belette  
martre

b) Détermination des principales espèces d'animaux sauvages de Belgique, appartenant aux groupes suivants : grèbes, hérons, cygnes, oiseaux de proie, hiboux, chevaliers, barges, pluviers, pigeons, grives, cigognes blanches.

c) Rôle de la chasse vis-à-vis des biocénoses en plaine et en forêt.

d) Connaissance des chiens de chasse.

#### Branche III : Connaissance et manipulation des armes de chasse

Caractéristiques et possibilités des armes suivantes et de leurs munitions :

fusils à canon lisse

cartouches à plomb

carabines

cartouches à balle

fusils combinés

Précautions à prendre lors du port, du transport et de l'usage des armes à feu utilisées pour la chasse.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 7 juillet 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature,  
des Zonings industriels et de l'Emploi,

E. HISMANS

## Annexe II

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

Services des forêts, de la chasse et de la pêche

## INSCRIPTION A L'EXAMEN DE CHASSE 19 . . EN RÉGION WALLONNE

## A COMPLETER

|                                 |                              |
|---------------------------------|------------------------------|
| NOM : .....                     | _____                        |
| PRENOMS : .....                 | LANGUE: F N D                |
| ADRESSE : .....                 | _____                        |
| Code postal .... Localité ..... | Province .....               |
| Date de naissance : .....       | Réservé à l'administration.  |
| Profession : .....              | Numéro du certificat : ..... |

DECLARATION : Je soussigné, déclare connaître le programme de l'examen et satisfait aux conditions de participation.

DATE :

SIGNATURE :

Le présent formulaire doit être renvoyé par lettre recommandée à la poste, au plus tard 50 jours calendrier avant la date de l'examen au Service des Forêts, de la Chasse et de la Pêche, l'Espinois, avenue Albert 1er 187, 5000 Namur.

Vu et approuvé pour être annexé à l'arrêté du 7 juillet 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,  
B. ANSELME

Le Ministre de la Renovation rurale, de la Conservation de la Nature,  
des Zonings industriels et de l'Emploi,  
E. HISMANS

## ÜBERSETZUNG

D. 89 — 1654

## 7. JULI 1989. — Erlass der Exekutive zur Organisation der Jagdprüfung in der Wallonischen Region

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über das Jagdwesen, insbesondere des Artikels 14, Absatz 4;  
Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 28. Februar 1977 betreffend die Ausstellung von Jagdscheinen und Jagdlizenzen, insbesondere der Artikel 19 bis 21, die durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Juli 1989 eingefügt worden sind;

Aufgrund des Gutachtens des Wallonischen Obersten Rates für das Jagdwesen;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur, der Industriezonen und der Beschäftigung,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

« Minister » : den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört;

« zuständige Verwaltung » : die Dienststelle des Ministeriums der Wallonischen Region, die mit der Organisation der Jagdprüfung beauftragt ist.

**Art. 2. § 1.** Der Stoff der Jagdprüfung besteht aus drei Fächern, die wie folgt bestimmt sind und jeweils zwanzig Fragen umfassen.

Fach I : Kenntnis der Ordnung über das Jagdwesen und die Erhaltung der Natur;

Fach II : Kenntnis des Wildes, der wildlebenden Tiere und der Jagdhunde;

Fach III : Kenntnis und Handhabung der Jagdwaffen.

Das Programm der Prüfung pro Fach ist in Anlage I zum vorliegenden Erlaß aufgeführt.

§ 2. Jedes Fach kann sich aus einem theoretischen Teil und einem Teil, der Dias oder Fotos betrifft, zusammensetzen. Fach II besteht notwendigerweise aus mindestens zehn Dias bzw. Fotos.

§ 3. Die zuständige Verwaltung stellt jedes Jahr — unter Ausschluß jeder anderen Behörde — die Liste der Fragen auf und bewahrt sie alleine auf. Sie alleine nimmt die Auswahl der Dias und der Fotos vor, die den Bewerbern vorgelegt werden.

**Art. 3.** Die Jagdprüfung wird ausschließlich in französischer bzw. in deutscher Sprache ohne Simultanübersetzung organisiert.

Der Bewerber muß imstande sein, von den gestellten Fragen allein, ohne die Hilfe einer ihn begleitenden Person, Kenntnis zu nehmen.

**Art. 4.** Um an der Jagdprüfung teilzunehmen, muß man am Tag der Prüfung mindestens sechzehn Jahre alt sein.

**Art. 5.** Das Datum, an dem die Jagdprüfung abgehalten wird, wird der Öffentlichkeit durch eine Mitteilung im *Belgischen Staatsblatt* und darüber hinaus durch jegliches andere Mittel, das die zuständige Verwaltung für angemessen hält, bekanntgegeben. Es wird eine einzige Prüfung pro Kalenderjahr während des ersten Halbjahrs organisiert; es sei denn, der Minister annulliert sie.

**Art. 6.** Der Bewerber muß die Einschreibung für die Prüfung mindestens fünfzig Kalendertage vor dem Datum der Prüfung mit dem ordnungsgemäß ausgefüllten und unterzeichneten Formular, das gemäß dem in Anlage II zum vorliegenden Erlaß vorgesehenen Muster aufgestellt ist, per Einschreiben bei der zuständigen Verwaltung einreichen. Der Poststempel bestimmt das Datum der Absendung.

Dieses Formular ist bei der zuständigen Verwaltung verfügbar.

Die ordnungsgemäß eingeschriebenen Bewerber werden spätestens zehn Tage vor der Prüfung durch einfaches Schreiben, in dem Datum, Ort, Uhrzeit und Sprache der Prüfung angegeben werden, vorgeladen.

Nur die Bewerber, die diese Vorladung besitzen, können an der Prüfung teilnehmen.

**Art. 7.** Am Tag und zu der Uhrzeit, die für die Prüfung festgelegt sind, werden die versiegelten Umschläge, die die Fragen enthalten, in Anwesenheit der Bewerber geöffnet, und diese Fragen werden letzteren ausgeteilt.

Von diesem Zeitpunkt an verfügen die Bewerber über zwei Stunden, um die gestellten Fragen zu beantworten.

Jeder Täuschungsversuch hat den unverzüglichen Ausschluß des Bewerbers und die Annullierung seiner Prüfung zur Folge.

**Art. 8.** Um die Jagdprüfung zu bestehen, muß der Bewerber mindestens die Hälfte der Punkte in jedem Fach und insgesamt 60 % erhalten.

**Art. 9.** Für die Wallonische Region gibt es zwei Prüfungskommissionen: eine französischer Sprache und eine deutscher Sprache.

Jede Prüfungskommission besteht aus fünf Mitgliedern, die vom Minister benannt werden, und zwar:

- zwei Beamten der zuständigen Verwaltung. Einer dieser Beamten führt den Vorsitz;
- einem Vertreter der Jäger, der auf einer Liste von drei Kandidaten, die vom Wallonischen Obersten Rat für das Jagdwesen vorgeschlagen worden sind, gewählt worden ist;
- zwei Sachverständigen: einem Sachverständigen in Wildbiologie und einem Sachverständigen in Jagdgesetzgebung.

Für jedes Mitglied bestimmt der Minister ein Ersatzmitglied, und zwar auf dieselbe Art und Weise, wie die für die Benennung der Mitglieder vorgeschrieben ist.

Die Mitglieder der Kommissionen werden nicht entlohnt.

Die Mitglieder der Prüfungskommissionen, die nicht zum Personal der Region gehören, haben jedoch Anrecht auf die Vergütung der Fahrt- und Aufenthaltskosten, die für die Staatsbediensteten mit einem Dienstgrad der Ränge 10 bis 14 vorgesehen ist.

Der Minister benennt für jede Kommission einen oder mehrere Sekretäre, die keine beschließende Stimme haben und die mit allen Schreibearbeiten der Prüfungskommission, insbesondere mit dem Aufsetzen der Protokolle der Versammlungen, beauftragt sind.

Die Dauer des Mandats der obenerwähnten Mitglieder und Sekretäre beträgt fünf Jahre. Das Mandat kann erneuert werden.

**Art. 10.** Die Prüfungskommission versammelt sich rechtsgültig, wenn die Mehrheit der Mitglieder bzw. ihrer Ersatzmitglieder anwesend ist.

Die Kommission faßt die Beschlüsse bei einfacher Mehrheit der Stimmen. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Die verschiedenen Vorgänge in bezug auf die Jagdprüfung innerhalb der Kommission werden gemäß der durch Erlaß der Exekutive festgelegten Geschäftsordnung geregelt.

**Art. 11.** Nach Beratung der Kommission wird den Bewerbern mitgeteilt, ob sie bestanden haben oder nicht.

Die Punkte, die die Bewerber erhalten haben, werden ihnen nicht mitgeteilt.

Der Beschluß der Kommission ist unwiderruflich.

Die Bewerber, die die Prüfung bestanden haben, erhalten eine Bescheinigung, die von zwei Beamten der zuständigen Verwaltung unterzeichnet worden ist. Die Bescheinigung erwähnt, daß der Bewerber die Jagdprüfung bestanden hat, und gibt das Jahr an, in dem die Prüfung abgehalten worden ist.

**Art. 12.** Der ministerielle Erlaß vom 2. März 1977 zur Organisation der Jagdprüfung wird für die Wallonische Region aufgehoben.

Namür, den 7. juli 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur,  
der Industriezonen und der Beschäftigung,

E. HISMANS

## Anlage I

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

## Programm der Jagdprüfung

## Prüfungsstoff

## Fach I : Kenntnis der Ordnung über das Jagdwesen und die Erhaltung der Natur

Jagdausübungsberechtigter  
 Übertragung des Jagdausübungsrechts  
 Wildarten  
 Bedingungen, um ordnungsgemäß jagen zu dürfen  
 Fläche des Jagdgeländes. Vorschriften  
 Eröffnung und Schließung der Jagd auf die verschiedenen Wildarten  
 Erlaubte Jagdmittel und -arten  
 Jagdschein. Ausstellungsbedingungen  
 Jagdlizenzen. Ausstellungsbedingungen  
 Jagdaufseher. Zulassung. Aufgabe  
 Nachtjagd  
 Vernichtung von Tieren, die als Wild gelten :  
     Kaninchen  
     Ringeltaube  
     Schwarzwild  
     andere Wildarten  
 Wildschadenersatz  
 Wildtransport und -handel  
 geschützte Vögel  
 Ordnung über die Erhaltung der Natur in Zusammenhang mit der Jagdausübung.

## Fach II : Kenntnis des Wildes, der wildlebenden Tiere und der Jagdhunde

a) Äußere Kennzeichen, Lebensweise, Nahrung, Kennzeichen der Biotope, Verbesserung des Biotops, Krankheiten, Feinde, Schäden, die durch folgende Wildarten verursacht werden, und Mittel, um diese Schäden zu verhüten :

Hirsche  
 Rehe  
 Damwild  
 Muffelwild  
 Schwarzwild  
 Hasen  
 Fasane  
 Birkhähne  
 Feldhühner  
 Schnepfen  
 Wachteln  
 Stockenten  
 Knäkten  
 Krickenten  
 Pfeifenten  
 Spießenten  
 Löffelenten  
 Reiherenten  
 Tafelenten  
 Graugänse  
 Bläßgänze  
 Saatgänse  
 Goldregenpfeifer  
 Sumpfschnepfen  
 Himmelsziiegen  
 Bläßhühner  
 Teichhühner  
 Kiebitze  
 Lachmöwen  
 Silbermöwen  
 Ringeltauben  
 Krähen  
 Saatkrähen  
 Dohlen  
 Häher  
 Elstern

Wildkaninchen  
Füchse  
Dachse  
Wildkatzen  
Iltisse  
Hermeline  
Wiesel  
Marder

b) Bestimmung der wichtigsten Arten von wildlebenden Tieren Belgiens, die zu folgenden Gruppen gehören: Lappentaucher, Reiher, Schwäne, Raubvögel, Eulen, Wasserläufer, Schnepfen, Regenpfeifer, Tauben, Drosseln, Weißstörche.

c) Rolle der Jagd in bezug auf die Biozönosen auf freier Ebene und im Wald.

d) Kenntnis der Jagdhunde.

**Fach III : Kenntnis und Handhabung der Jagdwaffen**

Kennzeichen und Leistung der folgenden Waffen und ihrer Munition :

Gewehre mit glattem Lauf

Büchsen

scharfe Patronen

kombinierte Gewehre

Vorsichtsmaßnahmen, die beim Mitführen, Transport und Gebrauch der Jagdfeuerwaffen zu treffen sind.

Gesehen, um dem Erlaß der Exekutive vom 7. Juli 1989 beigefügt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

**B. ANSELME**

Der Minister der ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur,  
der Industriezonen und der Beschäftigung,

**E. HISMANS**

**Anlage II**

**MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION**

**Forst-, Jagd- und Fischereidienst**

**EINSCHREIBUNG FÜR DIE JAGDPRÜFUNG 19 . . IN DER WALLONISCHEN REGION**

**ZU VERVOLLSTÄNDIGEN**

NAME : .....  
 VORNAMEN : ..... SPRACHE : F N D  
 ADRESSE : .....  
 Postleitzahl .... Ortschaft ..... Provinz ..... Der Verwaltung vorbehalten.  
 Geburtsdatum : ..... Nummer der Bescheinigung : .....  
 Beruf : .....

**ERKLÄRUNG :** Ich Unterzeichneter erkläre hiermit, das Programm der Prüfung zu kennen und die Teilnahmebedingungen zu erfüllen.

DATUM :

UNTERSCHRIFT :

Vorliegendes Formular muß spätestens 50 Kalendertage vor dem Datum der Prüfung per Einschreiben an den Forst-, Jagd- und Fischereidienst, l'Espinois, avenue Albert 1er 187, 5000 Namur, zurückgeschickt werden.

Gesehen und genehmigt, um dem Erlaß vom 7. Juli 1989 beigefügt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

**B. ANSELME**

Der Minister der ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur,  
der Industriezonen und der Beschäftigung,

**E. HISMANS**



## VERTALING

N. 89 — 1654

**7 JULI 1989. — Besluit van de Executieve tot inrichting van het jachtexamen in het Waalse Gewest**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op artikel 14, 4<sup>e</sup> lid;  
 Gelet op het koninklijk besluit van 28 februari 1977 betreffende de afgifte van jachtverloven en jachtvergunningen, inzonderheid op artikelen 19 tot 21, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 juli 1989;

Gelet op het advies van de Waalse Hoge Jachtraad;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :  
 de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheden de jacht behoort;  
 het bevoegde bestuur : de dienst van het Ministerie van het Waalse Gewest belast met de inrichting van het jachtexamen.

**Art. 2 § 1.** Het onderwerp van het jachtexamen omvat drie vakken bepaald als volgt en die elk twintig vragen bevatten.

Vak I : kennis van de reglementering met betrekking tot de jacht en het natuurbehoud;

Vak II : kennis van het wild; de wilde dieren en de jachthonden;

Vak III : kennis en behandeling van jachtwapens.

Het programma van het examen, per vak, wordt opgegeven in de bijlage I, gevoegd bij dit besluit.

§ 2. Elk vak kan een theoretisch deel en een deel dat betrekking heeft op diapositieven en foto's bevatten. Het vak II bevat noodzakelijk ten minste tien diapositieven en foto's.

§ 3. Het bevoegde bestuur stelt ieder jaar een lijst van vragen op en bewaart ze alleen, met uitzondering van enige andere bevoegdheid. Zij alleen gaat over tot de schifting van de aan de kandidaten voor te leggen diapositieven of foto's.

**Art. 3.** Het jachtexamen wordt uitsluitend ingericht in het Frans en in het Duits, zonder beroep te doen op de simultaanvertaling.

De kandidaat moet in staat zijn kennis te nemen van de gestelde vragen op eigen middelen zonder de hulp van een persoon die hem zou vergezellen.

**Art. 4.** Om aan het jachtexamen te mogen deelnemen moet men ten minste zestien jaar oud zijn op de datum van het examen.

**Art. 5.** De datum van het jachtexamen wordt ter kennis van het publiek gebracht door een bericht in het *Belgisch Staatsblad* en, bovendien, op elke andere wijze die het bevoegde bestuur dienstig acht.

Behalve het geval van vernietiging door de Minister wordt één enkel examen ingericht per kalenderjaar tijdens de eerste semester.

**Art. 6.** De inschrijving voor het examen wordt door de kandidaat gericht tot het bevoegde bestuur bij middel van het formulier opgesteld volgens het in bijlage II bij dit besluit voorziene voorbeeld, behoorlijk ingevuld en getekend, bij een ter post aangetekende brief, minstens vijftig kalenderdagen vóór de datum van het examen. Het postmerk bepaalt de verzendingsdatum.

Dit formulier is beschikbaar bij het bevoegde bestuur.

Ten laatste tien dagen vóór de datum van het examen worden de regelmatig ingeschreven kandidaten bijeengeroepen bij gewone brief die de datum, plaats, uur en taal van het examen vermeldt. Enkel de kandidaten die deze oproepingsbrief bezitten mogen aan het examen deelnemen.

**Art. 7.** Op de voor het examen vastgestelde dag en uur worden de verzegelde omslagen met de vragen ten aanschouwe van de kandidaten geopend en de vragen worden rondgedeeld aan hen.

Vanaf dat ogenblik beschikken de kandidaten over twee uren om de vragen te beantwoorden.

Elke poging tot bedrog heeft als gevolg de onmiddellijke uitsluiting van de kandidaat en de ongeldigverklaring van zijn examen.

**Art. 8.** Om het jachtexamen te slagen moet de kandidaat minstens de helft van de punten in ieder vak behalen en 60 % in het geheel.

**Art. 9.** Voor het Waalse Gewest zijn er twee examencommissies : een franstalige en een duitstalige.

Elke commissie is samengesteld uit vijf leden aangewezen door de Minister, namelijk :

— twee ambtenaren van het bevoegde bestuur. Eén van deze ambtenaren fungeert als voorzitter;

— een vertegenwoordiger van de jagers, gekozen op een lijst van drie kandidaten voorgesteld door de Waalse Hoge Jachtraad;

— twee deskundigen : een deskundige bevoegd inzake wildbiologie en een deskundige inzake jachtwetgeving.

Voor elk lid wordt een plaatsvervanger door de Minister aangewezen, op dezelfde wijze dan die voorgeschreven voor de aanwijzing van de leden.

De leden van de commissies worden niet vergoed.

De leden van de examencommissies die niet deel uitmaken van het personeel van het Gewest hebben echter recht op de toelage voor verplaatsings- en verblijfskosten voorzien voor de Rijksambtenaren die drager zijn van een graad van rang 10 tot 14.

De Minister duidt voor elke commissie één of meerdere niet-stemgerechtigde secretarissen aan die belast zijn met alle geschriften van de examencommissie, onder meer het opstellen van de notulen der vergaderingen.

De duur van het mandaat van de leden en secretarissen waarvan sprake hierboven is vijf jaar. Het mandaat is hernieuwbaar.

**Art. 10.** De examencommissie vergadert geldig als de meerderheid van de leden, of hun plaatsvervangers, aanwezig is.

De commissie beslist bij gewone meerderheid. Bij staking der stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

De verschillende verrichtingen betreffende het jachtexamen binnen de commissie worden afgehandeld overeenkomstig het reglement van orde gevoegd bij dit besluit.

**Art. 11.** Na beraadslaging van de commissie worden de kandidaten op de hoogte gebracht van het feit of zij al dan niet geslaagd zijn.

De aan de kandidaten toegekende beoordelingscijfers worden hun niet medegedeeld.

Tegen de beslissing van de commissie is geen beroep mogelijk.

De geslaagde kandidaten ontvangen een getuigschrift, ondertekend door twee ambtenaren van het bevoegde bestuur. Dit getuigschrift vermeldt dat de kandidaat geslaagd is voor het jachtexamen, met aanduiding van het jaar van het examen.

**Art. 12.** Het ministerieel besluit van 2 maart 1977 tot inrichting van het jachtexamen wordt opgeheven, voor wat betreft het Waalse Gewest.

Namen, 7 juli 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met de Economie, de K.M.O.'s en het Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

E. HISMANS

—  
Bijlage I

—  
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

—  
Programma van het jachtexamen

—  
Examenstof

Vak I : Kennis van de reglementering met betrekking tot de jacht en het natuurbehoud.

Titularis van het jachtrecht

Overdracht van het jachtrecht

Wildsoorten

Voorwaarden waaraan moet worden voldaan om op regelmatige wijze te jagen.

Oppervlakte der jachtterreinen. Regels

Opening en sluiting van de jacht op de verschillende wildsoorten

Geoorloofde jachtmiddelen en jachtwijzen

Jachtverlof. Afleveringsvoorwaarden

Jachtvergunning. Afleveringsvoorwaarden

Jachtwachters. Aanstelling. Opdracht

Jacht 's nachts

Bestrijding van dieren aanzien als wild :

wild konijn

houtduif

wild zwijn

andere wildsoorten

Vergoeding van wildschade

Vervoer van en handel in wild

Beschermd vogels

Reglementering inzake natuurbehoud met betrekking tot de uitoefening van de jacht.

## Vak II : Kennis van het wild, wilde dieren en jachthonden

a) Uitwendige kenmerken, levenswijze, voedsel, kenmerken van het biotoop, verbetering, verbetering van het biotoop, ziekten, vijanden, schade aangericht door en middelen om deze schade te voorkomen bij :

edelhert  
ree  
dambert  
moeflon  
wild zwijn  
haas  
fazant  
korhoen  
patrijs  
houtsnip  
kwartel  
wilde eend  
zomertaling  
wintertaling  
smient  
pijlstaart  
slobeend  
kuiifeend  
tafeleend  
grauwe gans  
kolgans  
rietgans  
goudplevier  
watersnip  
bokje  
meerkoet  
waterhoen  
kievit  
kokmeeuw  
zilvermeeuw  
houtduif  
kraaien  
roek  
kauw  
Vlaamse gaai  
ekster  
wild konijn  
vos  
das  
wilde kat  
bunzing  
hermelijn  
wezel  
marter

b) Herkennen van de voornaamste dieren die in België in het wild voorkomen en die behoren tot de volgende groepen : futen, reigers, zwanen, dagroofvögels, uilen, ruiters, grutto's, wulpen, plevieren, duiven, lijsters, ooievaars.

c) Rol van de jacht ten opzichte van de levensgemeenschappen in veld en bos.

d) Kennis van de jachthonden.

## Vak III : Kennis en behandeling van jachtwapens

Kenmerken en mogelijkheden van volgende wapens en munitie :

hagelgeweren  
hagelpatronen  
buksen  
kogelpatronen  
gecombineerde geweren

Voorzorgen te nemen bij het vervoeren, dragen en gebruiken van vuurwapens gebruikt bij de jacht.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve van 7 juli 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met de Economie, de K.M.O.'s en het Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

E. HISMANS

## Bijlage II

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

## Dienst van Bossen, Jacht en Visserij

## INSCHRIJVING VOOR HET JACHTEXAMEN 19 . . IN HET WAALSE GEWEST

## IN TE VULLEN

|                          |                 |                                     |   |   |   |
|--------------------------|-----------------|-------------------------------------|---|---|---|
| NAAM: .....              | _____           |                                     |   |   |   |
| VOORNAMEN: .....         | _____           | TAAL:                               | F | N | D |
| ADRES: .....             | _____           |                                     |   |   |   |
| Postcode .... Stad ..... | Provincie ..... | Voorbehouden voor de administratie. |   |   |   |
| Gebortedatum: .....      | _____           | Nummer van het certificaat: .....   |   |   |   |
| Beroep: .....            | _____           |                                     |   |   |   |

VERKLARING : Ik ondergetekende, verklaar kennis genomen te hebben van het examenprogramma en te voldoen aan de eisen om deel te nemen.

DATUM :

HANDTEKENING :

Dit formulier moet bij een ter post aangetekende brief, ten laatste vijftig kalenderdagen vóór de datum van het examen, aan de Dienst van Bossen, Jacht en Visserij, l'Espinois, avenue Albert 1er 187, 5000 Namen, gericht worden.

Gezien en goedgekeurd om gevoegd te worden bij het besluit van de Executieve van 7 juli 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met de Economie, de K.M.O.'s en het Regionaal Openbaar Ambt,  
B. ANSELME

De Minister van Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,  
E. HISMANS

F. 89 — 1655

**7 JUILLET 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
fixant le règlement d'ordre intérieur des commissions d'examen de chasse**

L'Exécutif régional wallon,

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 7 juillet 1989 organisant l'examen de chasse en Région wallonne, notamment les articles 9 et 10;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels et de l'Emploi,

Arrête :

**Article 1er.** Le règlement d'ordre intérieur des Commissions d'examens de chasse visées aux articles 9 et 10 de l'arrêté de l'Exécutif du 7 juillet 1989 organisant l'examen de chasse en Région wallonne est fixé par les articles suivants

**Art. 2.** Le président de la commission d'examen répartit entre les membres les diverses tâches auxquelles l'organisation de l'examen donne lieu.

En cas d'absence, il est remplacé par le second fonctionnaire de l'Administration compétente.

**Art. 3.** La Commission vérifie, au besoin, auprès de chaque centre d'examen déterminé par l'Administration compétente, le bon déroulement de l'épreuve.

En cas de manquements, la Commission peut proposer au Ministre compétent l'annulation de tout ou partie de l'épreuve.

En cas d'annulation, l'Administration compétente est tenue d'organiser en tout ou en partie une session complémentaire dans un délai de quatre mois à partir de la décision du Ministre.

**Art. 4. § 1er.** Au plus tard quinze jours après la date de l'examen, la commission se réunit et examine en premier lieu le bien-fondé des soixante questions établies par l'Administration compétente.

En cas de litige, la Commission peut décider d'annuler une ou plusieurs questions. Le ou les points correspondant aux questions annulées sont alors automatiquement accordés à tous les candidats.